

Pays : Portugal

Commission : Conseil de l'UE sur l'environnement.

Problématique : « BLUE NEW DEAL 2024 » : Comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen ?

La République Portugaise est un pays du sud-ouest de l'Europe, situé sur la péninsule ibérique, frontalier avec l'Espagne et bordé par l'océan Atlantique. Avec sa capitale à Lisbonne, Le Portugal est un pays dynamique et bien connecté au réseau de la mondialisation. Avec une superficie de 92.161 km² et une population de 10.344.802 habitants (en 2021) le pays a un fort poids culturel à l'échelle mondiale, reflété sur la langue, parlée dans plusieurs autres pays, y compris le Brésil.

Sa localisation et accès à l'océan Atlantique a influencé de nombreux aspects de sa culture : comme des symboles maritimes tels que la morue et les sardines, considérés des plats nationaux, les plages de l'Algarve, destination importante, et une grande partie de l'architecture du pays datant du XVIe au XIXe siècle, époque où le Portugal possédait un puissant empire maritime.

Concernant notre problématique, nous visons d'obtenir une coopération internationale entre tous les membres de l'UE pour la préservation et protection de la ressource en eau.

Avec l'industrialisation du Portugal dans les années 80, ceci a comporté une dualité d'aspects concernant les ressources et les besoins en eau du pays. En certains secteurs de la population et de l'économie, nous assistons à des déficiences en eau, en plus des problèmes causés par les issues de contamination, avec une présence croissante aux rivières et zones littorales qui va enchaîner une plus délicate gestion du sujet. Avec le Blue New Deal, le Portugal cherche à promouvoir le développement des énergies renouvelables maritime en priorisant la protection des écosystèmes marins.

En tant de données, nous estimons le potentiel en eau du Portugal à 21 milliards de m³ par an, avec un 83,8% dédié envers l'agriculture, un 7,8% envers l'industrie et un 8,4% rendu aux demandes municipales, ce qui nous montre la disposition inégale des ressources du pays face à ses besoins. Cependant, cette planification montre aussi des déficits à prévoir sur de menus domaines qui seraient résolus par des transferts bien plus coûteux et difficiles. Comme par exemple, le développement des camps scientifiques de l'hydrologie, l'hydrogéologie, l'hydraulique et même l'agroéconomie. Ou l'installation de systèmes de traitement de l'eau pour l'approvisionnement du pays.

Pour atteindre ceci, le Portugal a mis en place un plan national de l'eau, programme des Nations Unies pour le développement, qui vise à atteindre ces objectifs par de nombreuses mesures. Comme suite, nous apercevons, du domaine administratif, une formulation des politiques de développement et préservation des ressources en eau, à discuter avec les autres pays. La création d'infrastructures qui vont permettre un plus directe accès et déplacements systématique de cette planification d'eau. Aussi renforcée par la DGRH (Direction Générale des Ressources Humains) et sa gestion. En plus de promouvoir le soutien de la formation des cadres aux techniques de formulation pour contribuer à la création d'emplois du domaine des technologies marines.

Pour conclure, de nos jours le Portugal assiste à un certain nombre de limitations, causées par une gestion inégale et insuffisante, souffert par des nombreux pays du continent, laquelle pourrait être réglée par une planification plus concise des besoins, soutenue par des indispensables transferts de ressources des pays frontaliers. Pour atteindre ces objectifs communs, la République du Portugal fait appel aux restes des nations concernées, en demandant une coopération internationale basé sur des principes de respect et conservation environnementale qui serait bénéficiant, du point de vue tant politique comme économique, et qui serait clé pour un approvisionnement contrôlé et géré pour tous les membres de l'Union Européenne et du continent européen.